

5 mars 2003  
Français  
Original: anglais

---

**Comité spécial sur la portée de la protection  
juridique offerte par la Convention sur la sécurité  
du personnel des Nations Unies et du personnel associé**  
24-28 mars 2003

**Proposition de la Nouvelle-Zélande**

1. Le Secrétaire général a identifié une grave lacune dans le champ d'application de la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé dans son rapport intitulé « Portée de la protection juridique offerte par la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé<sup>1</sup> ».
2. Aux termes de ses dispositions actuelles, l'application automatique de la Convention est limitée aux opérations des Nations Unies établies aux fins de maintenir ou de rétablir la paix et la sécurité internationales, c'est-à-dire aux opérations de maintien de la paix [art. 1 c) i)]. L'application de la Convention à toutes les autres opérations des Nations Unies, comme les missions des Nations Unies à caractère politique, les bureaux établis après les conflits et les bureaux de consolidation de la paix ou les missions humanitaires, est subordonnée à « une déclaration de risque » par le Conseil de sécurité ou l'Assemblée générale [art. 1 c) ii)]. Aucune déclaration de ce type n'a été faite depuis l'adoption de la Convention.
3. Ces dispositions ont pour effet de placer un obstacle politique et procédural sur la voie de l'application de la Convention. Elles créent aussi une ambiguïté concernant l'application de la Convention, qui est inappropriée dans un traité portant sur les mesures de répression. De ce fait, un nombre important d'opérations des Nations Unies, et par voie de conséquence le personnel des Nations Unies participant à ces opérations, ne sont pas automatiquement couverts par la Convention. Les missions politiques et humanitaires menées récemment par les Nations Unies en Afghanistan, au Burundi, au Timor oriental et au Timor occidental, identifiés par le Secrétaire général dans son rapport, illustrent les carences du régime actuel. De nombreuses opérations en cours, comme le programme national d'élimination des munitions non explosées en République démocratique populaire lao (UXO Lao) ou le programme de déminage accéléré au Mozambique, sont également exclues de la protection prévue par la Convention. Les membres du personnel affecté à ces opérations sont généralement des civils non armés et, de ce fait, ils sont plus vulnérables aux attaques et autres actes de violence.



4. Dans son dernier rapport intitulé « Sécurité du personnel humanitaire et protection du personnel des Nations Unies<sup>2</sup> », le Secrétaire général a indiqué que les menaces dirigées contre la sécurité du personnel participant à des opérations des Nations Unies, y compris les attaques ciblées, continuaient à se multiplier. Dans une plus large mesure que cela n'était le cas lors de la conclusion de la Convention, l'ensemble des opérations des Nations Unies, et non seulement les opérations de maintien de la paix, se déroulent dans des conditions de plus en plus dangereuses et difficiles. Malheureusement, les auteurs de ces actes de violence semblent opérer en toute impunité et, depuis 1992, seulement 22 auteurs d'attaques contre des membres du personnel des Nations Unies ont été traduits en justice.

5. L'Assemblée générale a maintes fois exprimé sa préoccupation devant le nombre croissant de victimes et les actes de violence auxquels le personnel participant aux opérations des Nations Unies est trop fréquemment exposé<sup>3</sup>. Elle a reconnu qu'il était nécessaire de maintenir à l'examen les arrangements pris en vue de la protection du personnel des Nations Unies et du personnel associé, lors de l'adoption de la Convention<sup>4</sup>. En plus des mesures concrètes importantes qui sont prises actuellement afin d'améliorer cette situation, la Nouvelle-Zélande considère qu'il est essentiel de veiller à ce qu'un régime juridique adéquat soit en place, afin de s'assurer que les auteurs de tels actes ne demeurent pas impunis. Par ailleurs, il est indispensable que le régime de droit pénal institué par la Convention soit aussi clair que possible et puisse être appliqué de manière non discriminatoire.

6. La Nouvelle-Zélande approuve donc la recommandation du Secrétaire général<sup>5</sup> tendant à annexer un protocole à la Convention, afin d'éliminer le mécanisme relatif à l'obligation de déclaration de risque et d'appliquer automatiquement la Convention à toutes les opérations des Nations Unies sans distinction.

7. À cette fin, la Nouvelle-Zélande a établi un projet de protocole qu'elle soumet à l'examen du Comité spécial (voir annexe). Ce texte comprend un préambule, une clause de fond qui remplacerait la définition actuelle de l'expression « opération des Nations Unies », figurant à l'article 1 c) de la Convention et une série de dispositions régissant la relation entre le Protocole et la Convention :

- Le préambule du projet décrit brièvement le contexte de l'adoption du Protocole.
- S'inspirant du libellé proposé par le Secrétaire général dans son rapport<sup>6</sup>, le projet d'article premier énonce le principe sur lequel la Convention s'applique à « toute opération ou présence des Nations Unies établie dans un pays hôte aux termes d'un mandat permanent ou particulier confié par un organe compétent de l'Organisation des Nations Unies, conformément à la Charte des Nations Unies et menée sous l'autorité et le contrôle des Nations Unies ». La définition d'une « opération des Nations Unies » à l'article 1 c) de la Convention ne serait donc plus applicable. L'effet escompté de cette disposition serait de faire en sorte que toutes les catégories de personnel des Nations Unies opérant sur le terrain – qu'il s'agisse d'opérations de maintien de la paix ou de missions ou bureaux politiques ou humanitaires – soient incluses dans le régime de la Convention.
- Le projet d'article 2 dispose que, pour les Parties au Protocole, le Protocole et la Convention s'interprètent en tant qu'instrument unique et qu'en cas de divergence, les dispositions du Protocole l'emportent.

- Le projet d'article 3 dispose que le Protocole demeure ouvert à la signature de tous les États, et non uniquement ceux qui sont parties à la Convention, au Siège de l'ONU, pour une période de 12 mois.
- Le projet d'article 4 1) et 2) stipule que le Protocole est ouvert à tous les États, et non uniquement ceux qui sont parties à la Convention. Aux termes du projet d'article 4 3), tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation du Protocole ou d'adhésion constitue également une expression du consentement à être lié par la Convention. Cela simplifiera les formalités pour les États qui souhaitent devenir parties aux deux instruments mais permettra aux États qui le souhaitent de continuer à devenir partie à la seule Convention.
- Le projet d'article 5 énonce une procédure simplifiée permettant aux États parties à la Convention de devenir parties au Protocole.
- Les projets d'articles 6, 7 et 8 contiennent des clauses finales types sur le modèle de celles de la Convention.

#### *Notes*

<sup>1</sup> A/55/637.

<sup>2</sup> A/57/300.

<sup>3</sup> Voir, par exemple, les résolutions 52/126, 52/167, 53/87, 54/192, 55/175, 56/89, 56/217, 57/28 et 57/155.

<sup>4</sup> Résolution 49/59 de l'Assemblée générale, quatrième alinéa.

<sup>5</sup> A/55/637, par. 27 à 33.

<sup>6</sup> Ibid., par. 30.

## Annexe

### **Projet de Protocole relatif à la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé visant à assurer l'application automatique de la Convention à toutes les opérations des Nations Unies**

*Les États Parties au présent Protocole,*

*Rappelant* les modalités de la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé (« la Convention »),

*Se félicitant* des mesures importantes qui ont été prises afin d'assurer la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé et, en particulier, de celles prises par les principaux organes de l'Organisation des Nations Unies,

*Profondément préoccupés* par la poursuite des attaques dirigées contre le personnel des Nations Unies et le personnel associé participant à des opérations des Nations Unies, y compris dans les situations d'urgence humanitaire et les situations de conflit et d'après conflit,

*Convaincus* de la nécessité de mettre en place un régime efficace pour la prévention des attaques contre le personnel des Nations Unies et le personnel associé participant à des opérations des Nations Unies et pour la sanction de telles attaques,

*Désireux* en conséquence d'étendre le régime de protection de la Convention à toutes les opérations des Nations Unies dans des conditions d'égalité,

*Sont convenus* de ce qui suit :

#### **Article premier**

##### **Application de la Convention aux opérations des Nations Unies**

1. La Convention s'applique à l'ensemble du personnel des Nations Unies et du personnel associé, tels que définis à l'article premier de la Convention, et à toute opération ou présence des Nations Unies établie dans un pays hôte aux termes d'un mandat permanent ou particulier confié par un organe compétent de l'Organisation des Nations Unies, conformément à la Charte des Nations Unies, et menée sous l'autorité et le contrôle des Nations Unies.

2. Les dispositions du présent article remplacent, pour les Parties au Protocole, l'article 1 c) de la Convention.

#### **Article 2**

##### **Relation entre le Protocole et la Convention**

Les dispositions du présent Protocole et de la Convention sont, pour les Parties au Protocole, interprétées et appliquées en tant qu'instrument unique. En cas de divergence entre le présent Protocole et la Convention, les dispositions du présent Protocole l'emporteront.

**Article 3****Signature**

Le présent Protocole demeure ouvert à la signature de tous les États au Siège de l'Organisation des Nations Unies pendant une période de 12 mois de ...

**Article 4****Consentement à être lié**

1. Le présent Protocole est soumis à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'adhésion, d'acceptation ou d'approbation sont déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.
2. Le présent Protocole est ouvert à l'adhésion de tous les États. Les instruments d'adhésion sont déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.
3. Tous les instruments de ratification ou d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion du présent Protocole, déposés par un État qui n'est pas Partie à la Convention expriment également un consentement à devenir partie à la Convention.

**Article 5****Procédure simplifiée**

1. Un État qui a déposé, avant la date de l'adoption du présent Protocole, un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation de la Convention, ou un instrument d'adhésion et qui a signé le présent Protocole, conformément à l'article 3, est réputé avoir exprimé son consentement à être lié par le présent Protocole 12 mois après la date de son entrée en vigueur, à moins que cet État n'informe le dépositaire, par voie écrite, avant cette date, qu'il ne recourt pas à la procédure simplifiée visée dans le présent article.
2. En cas de notification, le consentement à être lié par le présent Protocole est exprimé conformément au paragraphe 1 de l'article 4.

**Article 6****Entrée en vigueur**

1. Le présent Protocole entrera en vigueur trente jours après la date du dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de vingt-deux instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.
2. Pour tout État ratifiant, acceptant ou approuvant le Protocole ou y adhérant après le dépôt du vingt-deuxième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, le Protocole entrera en vigueur le trentième jour suivant la date du dépôt par ledit État de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

**Article 7****Dénonciation**

1. Tout État Partie peut dénoncer le présent Protocole par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2. La dénonciation prendra effet un an après la date à laquelle le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies aura reçu ladite notification.

**Article 8**

**Textes faisant foi**

L'original du présent Protocole, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qui en enverra des copies certifiées conformes à tous les États.

---